

LES IDEOLOGIES DE L'ENVIRONNEMENT (*)

PAR

Didier ETIENNE et Dominique TESTARD

Les systèmes sociaux et politiques sont traversés de flux idéologiques; leur apparition et leur importance sont déterminées par les structures de ces systèmes et les conditions dans lesquelles ils s'affrontent, se répondent, s'influencent... Les idéologies se déplacent puis se fixent, sous certaines conditions, en des points stratégiques des systèmes. Là, elles molestent les réalités, nécessairement mal connaissables, et imposent des certitudes nécessairement trompeuses. Les nœuds des systèmes, sur lesquels les idéologies sont fixées, ont une épaisseur historique qui implique des recodages généralisés de tous les flux nouveaux afin de les plier à des visions du monde qui ne sauraient être remises en cause, — sauf apparition de brèches ou de dénouements à la suite d'un télescopage de systèmes. Hypothèse révolutionnaire.

Les idéologies de l'environnement sont nées dans des conditions économiques, sociologiques, psychologiques, déterminées, et dans une zone géographique bien située : la société industrielle occidentale. Dans leur traversée des systèmes, elles ont provoqué des remous et induit certains à penser qu'elles impliquaient une brèche dans les systèmes de valeur, une crise, voire une révolution...

En fait, ces idéologies n'ont pas une telle portée. Les ravages passagers qui se sont produits çà et là n'ont emporté que des systèmes vétustes, condamnés par l'évolution. Mis à part ces régions perturbées, les idéologies de l'environnement ont été assez facilement insé-

(*) Cette étude reprend les grandes lignes d'un mémoire soutenu pour le D.E.A. d'Administration Publique (Amiens, novembre 1977).

rées, recodées et assimilées dans des systèmes d'idées préalablement existants. Là, elles ont perdu leur charge déstructurante et ont été pliées de façon à s'intégrer dans la reproduction élargie du système. Dès lors, leur canalisation n'a plus fait problème. Les contrôles exercés par le centre impliquaient ce résultat. En effet, les conditions mêmes de démarrage des flux idéologiques obéissent à un certain nombre de règles dont les appareils de pouvoir assurent la reproduction.

Les discours ne naissent pas librement et, par là même, sont insusceptibles, le plus souvent, de provoquer les télescopages nécessaires à des remises en question. Seul, un déplacement de l'équilibre du système peut provoquer l'impulsion nécessaire pour provoquer les perturbations aboutissant à une remise en cause généralisée. Les problèmes d'environnement n'ont pas abouti à ce résultat. Ce qui s'est passé, c'est l'allumage successif d'un certain nombre de clignotants qui ont mis le centre politico-administratif en alerte. Le système économique s'est trouvé particulièrement réceptif à des perturbations provoquées sur sa base. D'où, les manœuvres de récupération, de diffusion, de mise en forme, de canalisation, par le biais de tous les appareils de pouvoir.

I. — CONDITIONS D'APPARITION DES IDEOLOGIES DE L'ENVIRONNEMENT

La définition que propose le Larousse du terme « pollution » est particulièrement parlante. La pollution c'est la profanation, la souillure. Le système industriel dévoile là une contradiction gênante. La symbolique chrétienne entre en jeu pour lui reprocher son atteinte à la Nature. Polluer est un péché majeur, dans un monde culturel marqué par le culte de la virginité.

Que ce soit aux Etats-Unis qu'apparaît une conscience écologique et que se manifeste d'abord un mouvement important visant à défendre l'environnement n'est pas fait pour nous étonner. Ce pays est à la fois à la pointe du développement industriel et fortement marqué par les idéologies religieuses. Le mouvement écologique a, là-bas, souvent pris l'allure d'une purification rituelle. La société continue de fonctionner en appliquant les rites sacrificiels; des objets symboliques sont pris à partie, qui auront pour fonction de laver la souillure. Dans cette optique, il nous semble clair que les problèmes d'environnement ne s'élucident qu'en les considérant sous l'angle idéologique. Matériellement, il est difficile d'établir des seuils d'irréversibilité mettant en cause définitivement le développement industriel, mais, psychologiquement, interviennent des blocages éventuellement désastreux pour le système; l'émergence des idéologies de l'environnement dans tous les pays industrialisés, à la suite des Etats-Unis, traduit l'importance de ces blocages.

L'étude de Robert LENOBLE (*Histoire de l'idée de nature*) et celle de Jean EHRARD (*L'idée de nature en France à l'aube des lumières*) donnent une idée du contexte historique dans lequel le concept d'environnement a pris source et développement. L'idée de nature, concept majeur dans l'idéologie de la classe bourgeoise, est spécialement valorisée par les intellectuels de la fin de l'Ancien Régime. Les allusions à cette idée sont alors permanentes dans les discours des classes dirigeantes sur l'environnement. L'idée de nature n'est pas neuve, ce qui n'est pas sans poser un problème épistémologique : comment affirmer, dans le domaine du discours, « ceci n'a jamais été dit » ? Qu'est-ce, en réalité, qu'un discours nouveau ? L'innovation est-elle si simple à séparer ? D'où vient-elle ? Seule piste : examiner deux concepts clés, différence et déviance.

A. — DIFFERENCE

Le discours de l'environnement est-il un discours différent ? C'est-à-dire, pour le moins, pose-t-il les problèmes d'une façon nouvelle ? N'est-ce pas plutôt un discours soigneusement manipulé dont l'apparition résulte des exigences du Pouvoir et dont le caractère « différent » est lié aux nécessités de la production idéologique ?

Au discours sur la croissance, qui a longtemps été dominant dans la sphère de l'appareil d'Etat, s'oppose dorénavant, semble-t-il, un discours sur l'environnement et le cadre de vie. En fait, l'opposition n'est pas si vive qu'elle ne puisse être surmontée et dépassée. L'idéologie de l'environnement a seulement servi d'idéologie de soutien à l'idéologie principale de la croissance qui ne se suffisait plus à elle-même. Les discours des VI^e et VII^e plans le démontrent aisément (1).

Ce qui se dévoile, en fait, c'est l'intérêt économique bien compris du système qui doit passer par une amélioration de l'environnement. L'idéologie qui émerge et qu'on veut faire passer pour différente (une « autre » croissance) est travaillée par les instances du pouvoir, par l'appareil d'Etat lui-même, pour se trouver en position de soutien et non d'opposition au discours classique.

Ainsi les idéologies se combinent à merveille. Cette combinaison contribue à la conservation du système par l'introduction à doses homéopathiques d'éléments de critique dénués de toute charge

(1) Le discours du VI^e Plan a introduit l'idée d'un besoin qualitatif face au besoin quantitatif. Dédoublément du besoin correspondant très exactement au dédoublement de l'idéologie. Le VII^e Plan n'a fait que renchérir dans une situation économique pourtant très nettement différente ; ainsi, dès son introduction, reproduit-il le même système idéologique (« L'objectif d'accroissement des ressources économiques doit donc être maintenu. Mais il ne saurait, désormais, se réaliser isolément. Il faut le coupler avec l'objectif de qualité »).

déstructurante du fait de leur insertion dans la logique même du système. Ce que l'on fait passer pour un discours différent n'est-il pas avant tout un discours ré-intégré ? L'émergence aux marges du système suffit-elle à prouver le différentialisme du discours ?

L'innovation renvoie alors à la *récupération*, concept qui mérite quelques explications. Il fait trop souvent figure de mot magique qui se suffirait à lui-même pour expliquer l'intégration dans un système d'une idée ou d'un mouvement qui se serait développé ailleurs, puis aurait été accueilli (comment ?) pour subir l'emprise de ses déterminations. Cette présentation souscrit volontiers à l'idée d'une marge au système, grande pourvoyeuse d'idées, qui se trouverait intégrée au moment voulu par le système. Mais, ne doit-on pas partir plutôt des luttes au sein du système, qui sont contrôlées institutionnellement, et qui n'échappent pas, dès lors, à une logique de canalisation qu'on baptise, avec une nuance péjorative, *récupération*. Ainsi de l'écologie. Echappant à la sphère exclusive de la Science, elle se trouve confrontée à un usage politique et social, elle s'inscrit dans les rapports du Pouvoir. Institutionnalisée (par les groupes porteurs des idéologies afférentes, les médias et l'appareil d'Etat), l'écologie est diffusée, interprétée, déformée et, bien sûr, trahie. Les intérêts divers en jeu s'emparent des concepts et s'en servent à leur profit. Le mot « Environnement », qui a l'avantage de l'imprécision, est accommodé à toutes les sauces idéologiques. On est passé à une forme de discours qui n'a qu'un lointain rapport avec ses origines scientifiques et que nous appellerons « écologisme » afin d'éviter toute confusion.

L'écologisme n'est donc pas vraiment une déviation de l'écologie, c'est autre chose. Situé dans la sphère idéologique, il est inévitablement prisonnier des conceptions dominantes. Il semble que l'on ait affaire, dans l'ordre idéologique, et sous la dénomination commune d'« écologisme », à une série de discours inscrits dans une logique de canalisation où l'appareil d'Etat occupe une place centrale.

Face à cette logique, la thèse d'un discours « différent » est à mettre en cause. L'innovation se réduit sensiblement dans un schéma qui met en avant l'in-différent (le répétitif). La canalisation s'opère par réduction et donc évacuation des éléments pouvant constituer une charge contre le système. Un des moyens les plus courants qu'elle utilise est la spectacularisation, c'est-à-dire la mise en représentation de l'idéologie qui la rend présente et, en fin de compte, banale.

2

B. — DEVIANCE

Le problème de la déviance a souvent été traité de manière réductrice. En particulier par sa valorisation a-critique dans certains discours. Or, c'est un problème complexe qui donne lieu à controverses.

La déviance ne se conçoit, en première approximation, qu'en rapport à une norme. La norme, dans une société comme la notre, est souvent diffusée par les médias qui constituent un appareil idéologique de plus en plus dominant. Cependant, la norme est plus ou moins forte, plus ou moins acceptée. En période de crise, les dérèglements, les mises en cause, modifient les positions établies, les normes sociales vacillent. On arrive au concept d'« anomie » de DURKHEIM. Ainsi, peut s'expliquer aussi le concept de « Majorité déviante » proposé par Franco BASAGLIA et Franca BASAGLIA-ONGARO : les archétypes sociaux ne sont le produit que d'une minorité qui parvient à imposer ses représentations à d'autres minorités, qui se retrouvent dès lors déviantes par rapport au modèle dominant mais incapables de lui en substituer un autre cohérent. La réunion de ces minorités déviantes constitue bien une majorité, mais qui demeure soumise au pôle d'organisation dominant. Toute nouvelle idéologie produite dans les franges déviantes retourne à la norme. Un pas en avant, deux pas en arrière.

La déviance se place sur le terrain de l'idéologie. Inhérente au système, elle ne le met pas en cause et confirme, au contraire, la fonctionnalité des contradictions. Comme le montre Giovanni JERVIS dans le « Mythe de l'antipsychiatrie » : « les progressismes se sont toujours traduits par un renforcement du contrôle social ».

Installées dans les territoires que le Pouvoir leur concède, les déviances restent sans impact novateur tant qu'elles ne sont pas désignées pour réintégrer le centre (2).

Le discours déviant n'échappe pas au discours dominant dont il reproduit la logique. Ainsi, il ne produit, encore une fois, qu'une fausse innovation dont l'introduction au sein du système est affaire d'opportunité. Il en est ainsi pour le discours de l'environnement. Les revendications libertaires aux implications politiques de certains écologistes (et spécialement aux États-Unis) étaient très en marge du fonctionnement social. Peu à peu, avec le développement de l'institutionnalisation de l'environnement et les mécanismes de contrôle mis en place, le système a circonscrit les zones de révolte potentielle et liquidé la radicalité de certaines d'entre elles en y puisant néanmoins quelques idées profitables.

(2) La démonstration de Robert MAGGIORI va dans ce sens : « Cette *protestation* contre la culture dominante, qui trie les "normaux" et exclut les "anormaux", a de plus en plus tendance à oublier qu'elle est une protestation et finit par accepter acritiquement le "triage" effectué par la rationalité dominante, simplement en changeant le signe de la division : la positivité de la normalité devient négativité et la négativité de la folie devient positivité. Ne pas fumer de joint ou vivre en couple devient ainsi la marque de l'anormalité. Plus clairement, cela signifie que l'on accepte passivement les définitions de la déviance données par l'idéologie dominante, mais en qualifiant immédiatement toute forme de déviance comme subversive en vertu d'un pseudo-syllogisme : ce qui est révolutionnaire est persécuté et réprimé, donc, ce qui est persécuté et réprimé est révolutionnaire ». (*Libération*, 18-7-1977, p. 15).

L'intégration partielle et la diffusion médiatisée des idées les plus radicales les fait participer à la reproduction du système. Dès lors, il est bien évident que le système ne fonctionne pas directement à la répression (et s'il le fait, c'est un signe de faiblesse), mais, au contraire, à la production et à la libération. Mais il est certain qu'en dernière analyse et du point de vue du système, c'est la même chose (3).

D'autre part, le système maîtrise toutes les idéologies en fixant les règles d'apparition des discours. C'est ce qu'exprime Michel FOUCAULT dans *L'ordre du discours* en indiquant « la raréfaction des sujets parlants ». Le discours du Pouvoir défend des limites dans lesquelles ce qui se dit est légitime, des signes rituels en démontrent la valeur. Système d'assujettissement, système d'« ordre », mais aussi détermination d'un domaine du discours qui implique la participation du déviant.

Les illusions de la déviance sont entretenues au profit du système. On peut tenter, à partir de la classification proposée par Lucien SFEZ dans *Critique de la décision*, de dresser une typologie des discours de l'environnement.

La déviance « normale » n'est qu'une déviance apparente. En réalité, elle fait fonctionner le système auquel elle est intégrée : la transgression des interdits, les comportements délirants, semblent totalement en dehors de la norme; en fait, ils y sont conformes. N'y a-t-il pas un discours de l'environnement qui s'apparente à la fausse déviance ?

Effectivement, tout un discours « éclairé » se présente comme résolument hostile au modèle de développement en vigueur. C'est le cas du discours anticroissance qui affirme que tant que la demande de ressources naturelles continuera à croître exponentiellement, elle risquera de mettre en cause les économies des pays développés, en particulier, du fait de leur renchérissement. Discours de fausse déviance, car il s'agit bien de sauver l'essentiel, c'est-à-dire le système capitaliste en occident, tout en faisant fonctionner un discours qui le met apparemment en cause.

Cette optique entraîne une reformulation de la problématique des besoins. Sur ce terrain, la problématique proposée par Henri COING et reprise par Henri MARGARIT est exemplaire. Pour Henri COING, les atteintes portées à l'environnement ne sont si bien prises en compte que lorsqu'elles menacent « l'économie elle-même ». Les politiques de l'environnement qui se dessinent naissent d'un *nouvel impératif industriel*. L'utilisation de ce concept-là est précisément la résultante de son ambiguïté.

D'autre part, l'environnement, comme besoin de Nature, ne renvoie pas à une réalité concrète, mais à un système de représentations.

(3) Jean BAUDRILLARD, *Oublier Foucault*, Galilée, 1977.

Là, réside l'ambiguïté, car on prétend résoudre de façon tangible un problème qui n'est pas de l'ordre du réel mais de celui de l'imaginaire. Ainsi, on ne pourra donner satisfaction à un désir dont la nature même est d'être inassouvi. De l'ambiguïté naît la contradiction entre l'application d'une politique de l'environnement qui a des conséquences tangibles et les désirs diffus que l'homme se crée en réponse à ce qu'il considère comme des agressions.

Ainsi, par la grâce d'un discours faussement déviant, construit autour d'un mot vague et neutre mais symboliquement suffisant pour structurer l'imaginaire social, le système se modifie pour se perpétuer.

La déviance partielle a un pouvoir de création et de changement qu'il ne faut pas sous-estimer; elle est de deux types différents selon qu'elle remet en cause un sous-système ou le système global.

Certains discours de contestation réformiste ainsi que des discours à dominance technocratique visent, par la référence à l'environnement, à l'adaptation et à l'évolution de structures jugées archaïques. La DATAR, le Plan et toutes les institutions de pointe de l'administration prospective se trouvent parfois en déviance partielle par rapport aux normes orthodoxes du système et disposent d'une capacité créative qui vient renforcer leur audience.

L'apparition du discours de l'environnement en France est facilitée par l'influence des prospectivistes dans les milieux du Pouvoir. Là, encore, l'innovation se traduit par l'amélioration du système de contrôle du Pouvoir. L'espace sera différencié en fonction du mode de production et cela sous couvert d'un discours de l'environnement orienté selon les objectifs que définit le Pouvoir.

La déviance totale est une latence. Elle n'a pas de prise sur le système et se caractérise, au départ, par le concept de « différence ». Mais il y a toujours possibilité pour la déviance totale de glisser vers le noyau, d'engager un dialogue avec le système; elle devient alors opposition. Le moment de la création est, en ce cas-là, le moment du passage d'une différence « tue » à une opposition « qui parle ».

On assiste, aujourd'hui, au passage différence/opposition qui donne au discours prise sur le système avec la contrepartie de se plier aux règles que le système définit.

L'écologie, science critique, rejoint, selon Murray BOOKCHIN, la critique anarchiste de la société (4). Mais ce discours dérive. Il est

(4) La radicalité de ses thèses est mise en évidence par Helen ARNOLD et Daniel BLANCHARD; pour BOOKCHIN « La crise écologique de notre époque limite de façon dramatique les choix que nous pouvons faire sur notre propre avenir : ou bien nous renversons l'ordre établi pour réaliser une *société écologique et libertaire* abolissant la domination de l'homme sur l'homme et de l'humanité sur la Nature, ou bien nous régresserons en tant qu'espèce. (...) Dans ces conditions, si la lutte écologique ne s'élargit pas en une lutte révolutionnaire touchant tous les aspects de la vie, elle ne sera qu'une soupape de sécurité du système de destruction ». (*Pour une société écologique*, Christian BOURCOIS, 1976).

porté par des organisations qui tentent de s'en faire un cheval de Troie pour pénétrer au cœur du système.

En avril-mai 1974, le lancement de la candidature de René DUMONT à la présidence de la République est l'occasion du rapprochement d'organisations radicales sur un projet commun. En même temps, commence à se poser la question de la représentativité du mouvement qui se refuse à former un parti politique et prétend échapper à la problématique du Pouvoir définie en termes d'hégémonie.

Notre propos est seulement d'indiquer l'apparition d'un discours d'opposition dans le système dont la fonction socialisante à l'égard, en particulier, des jeunes qui commencent à voter est latente. La mise en place d'une stratégie électorale renforce l'intégration au noyau. Mais l'intérêt essentiel de ce passage de la différence à l'opposition est de mettre en évidence une lutte au sein du système qui déborde les anciennes frontières marquées par le marxisme avec les luttes de classe. Il y a une extension des conflits qui « s'étendent maintenant aux régions périphériques, aux campagnes et, de proche en proche, à l'espace entier » (Henri LEFEBVRE).

Par ces lignes de passage peut s'infiltrer l'innovation. Le partage manichéen ordre/désordre perd son sens avec la mise en place d'éléments relationnels. Le discours oppositionnel de l'environnement naît de ces interactions. Contrepartie obligée : il fait partie du système et, dans ces conditions, doit s'inscrire dans son code.

II. — CONDITIONS DE VIE DES IDEOLOGIES DE L'ENVIRONNEMENT

L'idéologie s'articule autour de deux pôles. Mais, ces deux pôles ne renvoient pas à une opposition dominant/dominé pour une raison simple, c'est qu'il n'y a d'idéologie que de la classe dominante (BARTHES). Dès lors, l'évolution idéologique se produit lorsque le discours dominant est perturbé par la révélation d'une crise et qu'il se réorganise en intégrant le discours de contestation virtuellement toujours présent. Ce discours fonctionne de façon oppositionnelle. Son autonomie est toute relative face au pôle d'ordre que constitue le discours dominant.

Mais, comme le montre Edgar MORIN, la crise peut conduire à deux issues, régressive ou progressive. Les conséquences sur l'idéologie se traduisent, soit par un durcissement du discours dominant qui refoule impitoyablement le discours de contestation, soit par une ouverture, au seul niveau du discours, aboutissant à un surcodage intégrateur/désintégrateur.

Les idéologies de l'environnement reflètent cette dynamique. D'abord, il faut constater qu'elles sont issues de flux idéologiques

anciens. L'idéologie dominante tient depuis toujours sur l'environnement et la Nature un discours articulé sur l'idée de bonheur. Cette idée supporte traditionnellement le système mis en place par la bourgeoisie. Le discours de contestation se réfère, lui aussi, au même thème auquel il donne toutefois une portée très différente. Cependant, ces discours traditionnels sont en crise, sous l'effet de facteurs très divers — d'ordre économique, psychologique, voire éthique —, ce qui entraîne une reformulation complète du concept d'environnement.

Il faut donc tenter d'expliquer la position actuelle du thème de l'environnement dans le discours dominant et dans le discours de contestation et montrer comment le désordre idéologique conduit à la réorganisation du discours.

A. — DISCOURS DOMINANT

A l'aube des lumières, une fois la bourgeoisie sur le chemin du Pouvoir, une des bases du discours dominant est l'idée de « bonheur ». Les idéologues de la bourgeoisie et spécialement les économistes vont lui donner un sens en conformité avec l'ordre économique et social qui se répand. C'est à l'Etat, selon BENTHAM, d'assurer le plus grand bonheur au plus grand nombre en intervenant en matière économique. Ce discours évoque les considérations modernes relatives à la croissance économique. Elle est une condition du bonheur mise en évidence par le discours dominant.

De nos jours, l'insuffisance, devenue manifeste, d'un discours purement économiste, conduit à promouvoir des ajustements destinés à sauver l'essentiel. Alors que la croissance est mise en cause, le concept d'environnement s'introduit dans le discours dominant et devient un soutien idéologique précieux. Cela se produit partout en même temps en Occident. A l'extension du concept correspond l'ajustement du discours, par le relais de l'Etat. On assiste à la réintroduction de concepts comme « esthétique », « harmonie », dans la vie de tous les jours, mais c'est une mystification. Le système qui s'est développé par la violence, l'agressivité, les conditions de travail et de vie extrêmement pénibles pour la grande majorité de la population, occulte sa véritable nature et crée le mirage du « bonheur ». Le mot est lâché, il réapparaît aujourd'hui dans tous les discours du pouvoir. Alors que la pratique reste fondamentalement déterminée par des considérations techniques et économicistes, le discours se transcende et fait miroiter des concepts en dérive; dérive d'une philosophie optimiste qui retrouve droit de cité; dérive du débat sur l'Utopie qui renaît depuis 1968. N'est-il pas paradoxal de retrouver dans le discours dominant des concepts empruntés à FOURIER ?

B. — DISCOURS DE CONTESTATION

Le voile idéologique qu'entretient le Pouvoir est d'autant plus efficace qu'une marge est laissée à un discours déviant qui est valorisé et intégré. Comme il est patent que les citadins s'ennuient dans les villes, que cet ennui est dysfonctionnel, le Pouvoir cherche des idées pour un urbanisme nouveau; il puise à des discours déviants et institutionnalise, par exemple, le graffiti, qu'il localise en un endroit déterminé et qu'il réprime ailleurs. On veut restaurer l'« harmonie » dans les grandes villes, on fait appel aux chercheurs (c'est-à-dire, en général, aux fractions dominées de la classe dominante) pour qu'ils retrouvent les sons et les couleurs qui annihilent l'agressivité. Maintenant que leur charge radicale est désamorcée, on va vraisemblablement mettre au grand jour (répétition par le Pouvoir) des idées en matière d'urbanisme émises depuis vingt ans. Fausse innovation et vraie prégnance du Pouvoir, y compris sur la contestation.

L'appareil d'Etat dispose de capacités limitées d'innovation : aussi, est-il particulièrement attentif aux « laboratoires d'idées » et spécialement aux plus marginaux et contestataires d'entre eux.

Face au discours du Pouvoir, certains ont voulu voir un contre-discours dans celui du mouvement écologique. En fait, les choses sont infiniment plus complexes. Discours et « contre-discours » sont constamment en écoute et en réponse l'un à l'autre. L'exemple du discours de contestation illichien est intéressant à étudier dans cette optique. Illich rejoint l'analyse des mouvements écologistes qui condamnent la croissance en invoquant la nécessité d'une inversion politique pour éviter l'installation définitive d'un fascisme technobureaucratique. Quelle est la fonction de ce discours de contestation ? Il met en évidence la notion de *seuils* au-delà desquels la croissance a un effet négatif, la productivité devenant une contre-productivité. La loi des rendements découverte par les économistes classiques n'est pas très éloignée. Les scénarios de « club de Rome » non plus. Ce discours vient en fait renforcer le discours économique dominant. Par ailleurs, le discours de contestation reste prisonnier d'une problématique qu'il ne définit pas. En fait, il apporte une réponse possible à un discours qui a préalablement défini des limites à la réflexion. Même les problèmes nouveaux qui seraient mis en évidence sont retraduits par le discours dominant.

La redéfinition des problèmes dans le discours dominant suppose cependant des médiatisations, des filtrages. Le rôle joué là par les institutions, sous le contrôle de l'appareil d'Etat, est déterminant.

Il nous semble que, sur les questions d'environnement, ce sont les chercheurs en prospective sociale qui assurent ces médiations, volontairement ou non, vers le discours dominant. Les conceptions qui concluent l'ouvrage apocalyptique d'Alvin TOFFLER sont parlantes. Face aux « options qui tentent de faire revivre le passé : la techno-

manie et la croissance illimitée d'un côté, la technophobie et le romantisme agreste de l'autre », ce qu'il faut, c'est nous préparer « un avenir superindustriel souhaitable » (*sic*).

En définitive, le procès idéologique met en rapport un discours dominant et un discours de contestation. L'ordre idéologique résulte de la confrontation de ces discours. Leur opposition est riche d'effets positifs pour le système qui les met en scène. Les règles d'apparition du discours et, dans une large mesure, sa codification, appartiennent au pôle dominant. Comme, par ailleurs, il est en position d'émetteur et de récepteur des flux, le discours de contestation intervient essentiellement dans la fabrication du message. Les possibilités innovatrices dans cette fonction sont très suffisamment encadrées.

Le discours de contestation est donc inséparable d'un discours dominant qui conditionne sa production. Mais, dans sa part créatrice provenant de la marge que lui laisse le système pour élaborer son message, le discours de contestation réalise une première canalisation de composantes disséminées. C'est le cas pour l'apparition de l'idéologie de l'environnement; telle qu'elle est mise en place, elle emprunte à de multiples éléments marginaux. La fonctionnalité du discours de contestation n'en est que renforcée. Les groupes périphériques déterminent une cohérence qui constitue une première intégration. Le travail opéré par le discours du centre en est de ce fait allégé : il n'a plus qu'à opérer un second triage, puis, après un temps de latence, le discours est canalisé vers le centre, digéré et éliminé.

C'est donc une constellation marginale qui est intégrée par le jeu de ces mécanismes et devient fonctionnelle pour le système.

Le caractère idéologique de ces concepts fonctionnalistes doit cependant demeurer présent à l'esprit. Même en conservant une démarche critique, la seule utilisation de ces concepts revient implicitement à accepter certaines hypothèses conservatrices. Ce n'est pas pour cela que la démarche est stérile, elle est néanmoins relative.

Parler des « mécanismes » d'intégration repose sur une hypothèse forcément critiquable, à savoir que tout discours est fonctionnel pour le système ou, sinon, inexistant par rapport à lui. Il reste que si le problème avait été posé en termes de contradiction, d'une part il n'aurait pas été moins chargé d'idéologie, d'autre part, les conclusions auraient été également induites par la démarche.

III. — MISE EN FORME DES IDEOLOGIES DE L'ENVIRONNEMENT

Il s'agit, à ce niveau, d'étudier comment les idéologies de l'environnement sont prises en charge et codées par certains groupes.

L'idéologie assure la cohésion du groupe social qui la met en place. Elle a également une fonction d'occultation à l'égard de ce qui pourrait la mettre en cause. Le groupe qui développe une idéologie le fait conformément à ses intérêts, mais ceux-ci sont dissimulés dans son discours, d'où l'intérêt de mettre en rapport l'idéologie et le groupe porteur et de savoir comment il la travaille et la diffuse.

En France, toutes les fractions de la classe dominante portent un discours de l'environnement. C'est que ce discours occupe une position stratégique du point de vue des intérêts économiques. Les positions sont contrastées entre les fractions de la classe dominante, mais c'est d'abord le patronat et la bourgeoisie traditionnelle qui ont lancé le débat. On peut difficilement parler de « récupération ». La contestation écologique était, à l'époque, limitée; elle se tenait surtout au sein d'associations de défense sans projet politique réel. Par contre, à la même époque, la croisade contre la destruction de l'environnement battait son plein.

Après l'impulsion donnée par le patronat, c'est l'administration qui va entreprendre une réflexion importante sur les problèmes de nuisance. Les études se multiplient, le rapport du MIT est rendu public et M. POUJADE est chargé de la nature et de l'environnement.

Le déguisement humaniste dans le discours tend à cacher la stratégie des groupes sociaux dirigeants. Le combat contre la pollution met en œuvre tout un système complexe de surveillance, de contrôle, de repérage des fraudeurs à l'égard de normes définies par le Pouvoir qui renforce les possibilités d'émergence d'une dictature technobureaucratique. Mais, cela ne se fait pas en un jour et la fraction dirigeante de la bourgeoisie avance prudemment. La structure mise en place auprès de M. POUJADE à grand renfort de publicité n'a pas encore d'ambitions pratiques. Le thème lancé dans ces conditions va être repris et retravaillé par d'autres groupes.

L'archéo-bourgeoisie voit la confirmation de ses thèses réactionnaires. Ce groupe, qui conserve une influence non négligeable au plan local, voit sa situation matérielle se dégrader en liaison avec les stratégies publiques. La défense de l'environnement représente, à ses yeux, un moyen de mettre en difficulté un système qui tend à son élimination.

A l'inverse de l'archéo-bourgeoisie, *d'autres fractions non hégémoniques des classes dominantes* tentent de s'assurer un avenir en conformité avec leur position ascendante. Leur aspiration à une action positive les entraîne à participer à la vie politique institutionnellement organisée. Tenus à l'écart des appareils au niveau étatique, ces groupes portent leur action sur le plan local. Ils participent aux associations de défense et mettent en chantier des programmes incluant des préoccupations de défense de l'environnement. En fait, souvent, leurs initiatives servent de galop d'essai à la *néo-bourgeoisie* dont l'influence se renforce au plan national et détermine un discours technocratique de l'environnement, en liaison avec certaines franges

de l'appareil d'Etat chargées de prévoir, de mesurer et de canaliser les dysfonctions possibles.

Face à cet ensemble, il y a quand même *des groupes qui veulent rompre avec le système*. Ils sont difficiles à repérer dans les classifications traditionnelles car ils se caractérisent davantage par l'âge que par la classe sociale. Les revendications qu'ils avancent sont en contradiction avec les règles du développement techno-économique; dès lors, les groupes écologiques participant à ce mouvement portent la question sur le terrain politique. Ils ne se situent plus simplement au niveau de la critique de la pollution, ils en viennent à critiquer le mode de développement industriel lui-même. Cette attaque met également en danger l'idéologie marxiste; le marxisme constitue ce que Jean BAUDRILLARD a défini par métaphore « une géométrie euclidienne de l'histoire »; il prend en compte un espace donné pour y faire fonctionner un système d'explication en cohérence. Hors de cet espace — les débuts du capitalisme industriel en Occident — le marxisme ne fait que reproduire son discours, le transposer, en y projetant la téléologie qu'il a défini. La société capitaliste est supérieure à toute autre société qui l'a historiquement précédée, elle doit s'effacer pour laisser la place à une société supérieure en vertu du postulat du *Progrès*. En s'autoproclamant « science de l'histoire », le marxisme a sous-entendu l'adjectif « universelle » et se donnait alors une dimension totalisante qui, si elle ne s'est pas vérifiée sur le plan de la science (le marxisme n'explique pas de nombreux phénomènes, — tout au plus contribue-t-il, en tant que méthode, à poser les bonnes questions), est confirmée par l'extension de son rayonnement idéologique en réponse à l'élargissement planétaire du Capital. Ce développement parallèle a produit un renforcement réciproque. La Révolution se traduit en termes de Productivité et de Développement — « Les soviets plus l'électricité » ou, comme l'écrit *Libération*, « Les soviets plus les centrales nucléaires » (cf. l'attitude de la C.G.T. et du P.C.F. sur les centrales nucléaires). Pour les marxistes, l'enjeu c'est la sauvegarde de la Production, d'où la violence anti-écologistes des idéologues du P.C.F. qui concluent logiquement, dans leur optique, que le discours de l'environnement ne peut être qu'un avatar du Capital en crise pour tenter de ralentir son évolution fatale vers le nouveau mode de production. Il suffit, pour s'en convaincre, de lire les pages agitées de Guy BIOLAT dans « *Marxisme et Environnement* ». Enfin, il faut noter que la conceptualisation de la croissance économique est un héritage de Marx : lorsqu'il explique que chaque unité de capital est, par essence, et nécessairement, une unité en expansion, Marx fournit une grille de compréhension qui contredit et rend suspecte toute théorie d'anti-croissance ou de croissance zéro.

En définitive, dans une sphère sociale « bruissante d'idéologies », il est difficile d'établir une relation univoque entre les groupes et les idéologies. Il y a interrelations constantes et retraductions des idéologies « dans l'air » d'après les thèmes anciens que portent les groupes. Pour certains, l'interprétation se fait dans une optique d'évolution, pour d'autres, au contraire, ce qui est important c'est le maintien, l'immobilité. De même, s'opposent la contestation et l'utopie d'une société idéale mais figée.

Il serait cependant faux de penser que les idéologies de l'environnement se dispersent et s'opposent dans un monde où, chaque discours ayant sa place, aucune canalisation ne s'opérerait. L'Etat, au centre des appareils de pouvoir, marque les discours, les traduit et les recompose pour les normaliser.

IV. — LE ROLE DE L'ETAT DANS LA CANALISATION DES IDEOLOGIES DE L'ENVIRONNEMENT

L'Etat, en France, n'a pas joué un rôle passif dans la promotion de l'idéologie de l'environnement. Il y avait là une démonstration possible de l'indépendance de l'appareil d'Etat vis-à-vis des groupes économiquement dominants, ce qui, à l'époque de l'application du VI^e Plan n'était pas sans intérêt. Il y avait également l'idée sous-jacente que c'est à l'Etat qu'il revient de définir l'intérêt général, donc qu'il ne fallait pas laisser aux associations, aux particuliers, aux partis politiques ou même aux pouvoirs locaux, le soin d'agir sur ce type de problèmes. Enfin, sur un thème comme « l'environnement », inscrit dans un brouillard idéologique si dense, l'appareil d'Etat pouvait espérer créer un consensus général.

Mais pourquoi et comment l'Etat est-il intervenu pour promouvoir l'idéologie de l'environnement ? Comment circonscrire son rôle ? Il faut rappeler que la mise en œuvre d'une telle promotion ne constitue en aucune manière un processus simple. Tout renouvellement de l'idéologie dominante « ne peut en aucune manière se limiter à (son) adaptation pure et simple aux exigences nouvelles de la mise en valeur du capital monopoliste » (5).

Les positions sont très contrastées entre toutes les fractions de la classe dominante et le discours de l'environnement n'a pas, au départ, de réelle cohérence. C'est là que se situe l'intervention de l'appareil d'Etat qui, se posant en arbitre, provoque la fusion ou plutôt la canalisation des idéologies qui traversent le système. Ainsi, si comme l'écrit

(5) J. SALLOIS et M. CRETIN, « Le rôle social des hauts fonctionnaires », in *La crise de l'Etat*, P.U.F., 1976.

Jean FRANKLIN, l'Etat n'est qu'un « moment du Pouvoir », il n'en est pas moins le moment décisif, celui où s'élabore la norme.

Cette hypothèse de canalisation doit cependant être maniée avec précaution. La tentation est grande de se représenter constamment l'appareil d'Etat comme un régulateur, un facteur d'ordre dans le système, positionné comme arbitre face à une société en désordre et en mouvement d'où émergent les idéologies (ce qui sous-entend une société libre et même, comme dit MORIN, spontanée). Voir les choses seulement ainsi, c'est entrer soi-même dans le discours du Pouvoir, un Pouvoir qui a du reste parfaitement compris comment il pouvait tirer parti des explications physiques et biologiques transposées à l'ordre politique.

Toutefois, il est difficile de nier l'emprise de l'Etat sur les thèmes qui se diffusent dans le système. L'Etat impulse et contrôle les idéologies que les appareils à sa disposition diffusent dans le corps social. Dès lors, c'est tout le système qui est modelé par son action, y compris les marges d'où émanent des contre-flux. Ceux-ci sont, tôt ou tard, insérés et le relais par l'appareil d'Etat est inévitable pour la diffusion des idéologies dans le corps social. Ainsi, la prise en charge par l'appareil d'Etat de l'idéologie de l'environnement l'a fait accéder à une crédibilité qu'il n'est pas évident qu'elle aurait pu acquérir sans cela en France. C'était là une condition de sa légitimité et le développement des mouvements écologistes dans le champ du politique eut, à défaut, vraisemblablement été exclu. C'est un aspect de l'organisation centraliste.

Au centre du système politique, l'appareil d'Etat a rempli un rôle déterminant. Il assure le maintien des conditions de reproduction du système de domination sociale, joue l'autonomie et renforce par là la mythologie qui s'instaure autour de lui.

Le passage sur le devant de la scène fait rencontrer à l'appareil d'Etat la critique. Jusque-là l'essentiel des analyses était limité aux formes d'exercice du Pouvoir d'Etat, à sa violence et aux institutions qui l'animent. Moins radicales, d'autres critiques se sont attachées aux défaillances résultant du mode de fonctionnement bureaucratique. Aujourd'hui, la mise en cause de l'Etat passe directement au premier plan, renouant avec la critique libertaire et désavouant le marxisme comme initiateur de l'Etat le plus spectaculairement répressif qui soit. Cette critique est accompagnée d'un retour à des conceptions antérieures à la mise en place de l'Etat. L'écologisme réintroduit des visions de l'homme et de la Nature ne correspondant pas à des réalités que l'intervention de l'Etat modifie sans cesse. L'idéologie de la croissance, en particulier, a justifié l'extension du rôle de l'Etat dans le domaine économique. L'Etat tend à devenir sa propre finalité. L'environnement n'échappe pas à cette emprise de l'Etat, la lutte anti-pollution passant par l'intervention publique : la réglemen-

tation fixe des normes de pollution et les industriels qui s'équipent en matériel dépolluant reçoivent des subventions. L'importance pratique de ces mesures reste cependant minime, et contraste avec leur importance idéologique. D'ailleurs, les problèmes les plus graves sont traités d'abord par des associations de défense. L'intervention directe est tout à fait exceptionnelle et l'Etat reste maître de distribuer ses subventions à qui il l'entend. Pendant ce temps, l'action idéologique, elle, tend à se diffuser. Quelques hauts fonctionnaires reconvertis dans la défense de l'environnement s'attachent à canaliser les remous possibles. Ils entament une critique idéologique sans portée en l'appliquant à des idées qui ont fait leur temps. C'est le cas, par exemple, de M. Philippe de Saint Marc. Sa critique mesurée entre dans une stratégie de déconnexion de conflits dont est porteur l'ancien système idéologique aujourd'hui encombrant. L'Etat est, bien sûr, prêt à sacrifier éventuellement des intérêts immédiats des classes dominantes pour sauvegarder l'essentiel, c'est-à-dire le rapport de domination et, ce faisant, l'Etat renforce sa position centrale dans le système. Il peut jouer sur plusieurs des groupes porteurs que nous avons évoqués et, en particulier, toucher aux intérêts de la bourgeoisie industrielle pour ne pas s'aliéner d'autres fractions ou même obtenir leur appui. Le giscardisme, sous des dehors modernistes, vise à ne pas inquiéter son électorat conservateur tout en maintenant un personnel dirigeant issu de la néo-bourgeoisie, situation contradictoire que voile l'idéologie.

Le dévoilement est, du reste, toujours suspect. Pour que la destruction de l'environnement soit si volontiers dénoncée, qu'on arrête la construction de tours et qu'on se livre à un nombre important d'actions symboliques, il faut que l'intérêt soit important. Certes, on a remarqué, avec raison, que ce n'est que depuis que les « beaux quartiers » ont à subir des nuisances que l'on se préoccupe d'environnement, mais l'explication est un peu courte. Il faut aussi voir qu'un système de rechange se met en place qui vise à une socialisation différente. Le mythe de l'expansion ayant fait long feu, ne veut-on pas lui faire succéder le mythe de l'équilibre ? L'équilibre Homme/Nature constitue une référence de base suffisamment nébuleuse pour servir de vulgate idéologique. Un système fondé sur l'expansion crée de la pollution, signe négatif qu'il fonctionne bien. Mais, à fonctionner trop bien, la pollution atteint des limites dans le supportable. Le mythe de l'expansion ne peut plus servir alors de référence idyllique. Dès lors, l'idéologie se renouvelle, de nouveaux mythes se mettent en place et viennent justifier les aménagements nécessaires. Dans le système en expansion, par définition déséquilibré, « l'intériorisation des processus de croissance (...) est tactiquement reconductrice de l'ordre social, lequel est une structure de privilège et de pouvoir de classe » (DEBORD). Dans un système qui joue l'équilibre, les rapports de force devraient se traduire par moins de violence : il s'agit d'éliminer autant que possible les comportements agressifs. N'est-ce pas cela l'au-delà de la société de consumma-

tion dont parle Jean DUVIGNAUD ? Ne pourrait-on pas voir dans les nouvelles façons de concevoir la vie, les nouveaux modes d'habitat encouragés, etc., un remodelage des hommes en fonction d'un système nouveau qui remplace sous nos yeux celui qui s'était mis en place avec la ville-usine des débuts de l'industrialisation ?

Parallèlement au dévoilement, le discours de l'ordre continue de fonctionner et la parole qui est abandonnée dans certaines zones, pour certains groupes, est, de toute façon, canalisée dans le cadre d'une stratégie de contrôle social. Que le système canalise les contradictions ne fait pas problème, l'important est que les flux circulent. Comme l'écrivent DELEUZE et GUATTARI : « Jamais une discordance ou un dysfonctionnement n'ont annoncé la mort d'une machine sociale qui a l'habitude, au contraire, de se nourrir des contradictions qu'elle soulève, des crises qu'elle suscite, des angoisses qu'elle engendre et d'opérations infernales qui la revigorent : le capitalisme l'a appris et a cessé de douter de soi, tandis que même les socialistes renonçaient à croire à la possibilité de sa mort naturelle par usure. Jamais personne n'est mort de contradictions. »

Aujourd'hui, cependant, le rôle de l'Etat ne se limite plus aux processus de canalisation. Un dépassement de l'idéologie de l'environnement est en train de s'opérer. La norme évolue, dès lors qu'elle n'a plus, dans le domaine idéologique qu'elle a investi, qu'à faire jouer la répétition.

V. — DEPASSEMENT DES IDEOLOGIES DE L'ENVIRONNEMENT

La référence à l'écologie est devenue monnaie courante. Même le P.C.F. a mis du vert dans son vin. Cela ne va d'ailleurs pas sans réticence et sans que soient posées certaines limites : l'écologie ne doit pas contrecarrer le développement industriel et, notamment, l'implantation des centrales nucléaires.

L'économisme fondamental de tout discours idéologique mettant en question la production reste une limite essentielle au développement de l'idéologie de l'environnement. Celle-ci est contrainte de se plier dans les cadres aménagés et marqués par le Pouvoir ; aujourd'hui elle est inscrite dans une section « boîte à idées » et est favorisée dans sa version « contestation réformiste ». Dans cette optique, ce qui est retenu dans le discours ce sont des thèmes comme le traitement des ordures ménagères, les économies d'énergie, la décentralisation urbaine, la construction de nouveaux types de logements ou la recherche de nouveaux types de voitures. Toutes mesures ayant surtout des incidences économiques.

Ces limites du discours de l'environnement ont été mises en relief lors des dernières municipales. Le très relatif succès électoral des

mouvements écologistes ne saurait dissimuler l'absence d'une base sociale sérieuse. L'efficacité du discours s'en ressent; seuls surnagent les discours que le Pouvoir tient bien en main, qu'il contrôle et qu'il oriente. L'absence d'une ligne politique bien précise n'a pas contribué à arranger les choses, et, la personnalisation orchestrée par les médias a encore accentué cet état de choses. Que signifiait l'affiche éditée par les « Amis de la Terre » ? On y voyait des vélos, du soleil, des ateliers de quartier, des éoliennes, etc., c'est-à-dire la mise en place d'un maquillage devant remplir les mêmes fonctions que le maquillage sur les gens, à la fois dissimulation et mise en lumière. Jeu subtil d'ombres. Et quoi de différent avec le « programme » de M. d'ORNANO ? Dans le journal édité pour soutenir sa candidature à Paris, celui-ci déclarait vouloir « arrêter les grandes opérations qui défigurent la ville », « libérer les trottoirs », etc. L'écologisme est devenu un esthétisme axé sur une conception du Beau qui doit tout à l'idéologie dominante. Ce niveau de perception du discours démontre ses limites profondes. Car, là, le Pouvoir joue seul, il se légitime dans l'ordre esthétique qu'il met en place. Le « système POMPIDOU », profondément réactionnaire au plan économique et social, est à l'avant-garde dans le système culturel et peut passer rétrospectivement pour progressiste. Un exemple parmi d'autres, Jacques RIGAUD, ancien directeur de cabinet du ministre des Affaires culturelles sous POMPIDOU, écrit : « Le cadre de vie doit être une occasion permanente de dépassement, d'exaltation, de bonheur (...). De la création artistique au sens habituel du terme jusqu'à l'esthétique industrielle, nombreuses sont les voies qui s'ouvrent pour marier l'imaginaire et l'utile » (*La culture pour vivre*).

Le dépassement de l'idéologie de l'environnement c'est le Pouvoir qui l'accomplit lui-même. Sous sa pression, on assiste à la reformulation complète des discours originaires.

*
**

La critique des idéologies de l'environnement a fait perdre quelque peu de vue l'intérêt que l'on peut attacher à une critique écologique de la société. Cette critique est nécessaire, mais elle est encore dans les limbes. La raison en est, en partie, la prégnance des discours du pouvoir sur toute construction intellectuelle qui est forcément, à un moment donné, idéologique. Il n'est pas spécialement pessimiste de poser au départ que toute marge de manœuvre est étroite; cela ne peut au contraire, que renforcer la méfiance et l'esprit critique, c'est-à-dire, au bout du compte, les possibilités concrètes d'action. Par ailleurs, partir constamment de la question « A quoi ça sert ? » permet de ne jamais croire en l'in-signifiant, c'est-à-dire de ne jamais faire confiance au « sens commun » ou aux « évidences », ce qui est en fin de compte une bonne démarche sociologique.